Perspectives trimestrielles des PME

Point de vue des PME sur l'économie canadienne T3 2025



Prévisions économiques, Canada

Tableau 1 – Principales variables macroéconomiques, données historiques et prévisionnelles, Canada, 2024-2025

		Histo	rique		Estimé	Prévision	Moyenne	annuelle
APPECO ANALYSE STRATÉCIQUE - ANALYTICS	2024 T3	2024 T4	2025 T1	2025 T2	2025 T3	2025 T4	2024	2025
PIB selon les dépenses								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 430	2 443	2 455	2 445	2 450	2 451	2 423	2 450
Croissance annualisée T/T	2,4 %	2,1 %	2,0 %	-1,6 %	0,8 %	0,2 %		
Croissance en glissement annuel	1,9 %	2,3 %	2,3 %	1,2%	0,8 %	0,3 %	1,6 %	1,2%
PIB par industrie, secteur des entreprises								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1832	1841	1 849	1 844	1847	1847	1 829	1 846
Croissance annualisée T/T	1,3 %	1,9 %	1,7 %	-1,1 %	0,7 %	0,0 %		
Croissance en glissement annuel	1,6 %	1,6 %	1,7%	0,9%	0,8 %	0,3 %	1,3 %	0,9%
Ventes au détail								
Niveau, M\$	67 167	68 789	69 546	69 791	70 149	70 658	67 083	70 036
Croissance annualisée T/T	5,9 %	10,0 %	4,5 %	1,4%	2,1 %	2,9 %		
Croissance en glissement annuel	1,6 %	3,5 %	5,1%	5,4 %	4,4 %	2,7 %	1,6 %	4,4 %
IPC, total								
Niveau, indice (2002 = 100)	161	162	163	163	164	165	161	164
Croissance annualisée T/T	1,9 %	1,8 %	3,1%	0,6 %	2,4 %	2,6 %		
Croissance en glissement annuel	2,1 %	1,9 %	2,3 %	1,8 %	2,0 %	2,1 %	2,4 %	2,1 %
IPC, excluant les aliments et l'énergie								
Niveau, indice (2002 = 100)	152	152	154	155	155	156	151	155
Croissance annualisée T/T	2,0 %	2,1 %	3,3 %	2,9 %	1,7 %	2,4 %		
Croissance en glissement annuel	2,5 %	2,1 %	2,5 %	2,6 %	2,5 %	2,6 %	2,6 %	2,5 %
Investissement privé								
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	409	419	413	411	407	402	413	408
Croissance annualisée T/T	-2,9 %	9,4 %	-4,9 %	-2,4 %	-3,7 %	-4,5 %		
Croissance en glissement annuel	-2,6 %	1,6 %	0,9%	-0,4 %	-0,6 %	-3,9 %	-1,4 %	-1,0 %
Emploi salarié								
Niveau, k personnes	18 227	18 229	18 249	18 245	18 276	18 287	18 192	18 264
Croissance annualisée T/T	0,8 %	0,0 %	0,4%	-0,1 %	0,7 %	0,2 %		
Croissance en glissement annuel	0,9 %	0,9 %	0,7 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	1,0 %	0,4%

Source: Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI. Note: Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées. Toutes les séries sont désaisonnalisées.

L'économie canadienne devrait connaître une croissance faible aux T3 et T4 2025

Les prévisions économiques basées sur les dernières données du Baromètre des affaires^{MD} (octobre) indiquent que le PIB a augmenté de 0,8 % au T3 2025, et que le T4 devrait demeurer essentiellement stable. Cela porte la croissance annuelle de 2025 à 1,2 %, soit un ralentissement par rapport à 2024, mais une performance résiliente compte tenu des tensions commerciales observées.

Les ventes au détail ont progressé un peu plus que prévu au T3, affichant une croissance nominale de 2,1 %. Cette tendance devrait se maintenir au T4, avec une croissance prévue de 2,9 %. Pour 2025, les ventes au détail nominales ont plus progressé qu'en 2024 malgré la baisse de l'inflation.

Au T3, le taux d'inflation basé sur l'IPC a atteint 2,0 % et devrait demeurer stable jusqu'à la fin de l'année. En excluant les aliments et l'énergie, l'inflation se maintient autour de 2,5 %, sans dégager de tendance claire. Comme l'inflation globale se situe dans la cible de la Banque du Canada, on peut dire que sa stratégie a porté ses fruits, même si une incertitude importante persiste.

L'investissement privé a diminué de 2,4 % au T2 2025, et l'incertitude continue d'affecter les plans des PME. Les estimations indiquent un recul de 3,7 % au T3, suivi d'une autre contraction de 4,5 % au T4. Ce ralentissement reflète une forte baisse des dépenses d'investissement alors que la confiance des PME diminue, en particulier dans les secteurs producteurs de biens qui sont touchés par l'instabilité du commerce mondial et la volatilité des prix des intrants. Dans l'ensemble, 2025 a affiché une contraction des investissements de 1 %, après un recul de 1,4 % en 2024.

L'emploi salarié a reculé de 0,1 % au T2, mais cette tendance devrait s'inverser au T3, avec une croissance prévue de 0,7 %. La croissance de l'emploi devrait ensuite suivre celle du PIB, qui s'établit à 0,2 % au T4. Cela porte la croissance annuelle à 0,4 %, un résultat très faible.

Dans ce numéro

Page 2 – Postes vacants dans le secteur privé

Page 3 – Le point La vague « Achetez canadien » déferle

Page 4 –
Profil sectoriel
Écarts entre les
entreprises de biens
et de services

Page 5 À propos de la FCEI
et notre
méthodologie

Postes vacants dans le secteur privé, T3 2025



Le taux de postes vacants demeure stable au T3

Le taux de postes vacants trimestriel du secteur privé canadien s'est maintenu à 2,8 % au T3 2025 (figure 1). Les taux de postes vacants sont restés stables par rapport aux derniers trimestres dans la plupart des provinces et des secteurs. Les variations d'une année à l'autre sont également demeurées très modestes (moins de 1 % pour chaque province, secteur ou taille d'entreprise).

Taux de postes vacants: peu de changements dans les provinces Le Nouveau-Brunswick (-0,3), le Québec (-0,2) et la Colombie-Britannique (-0,2) ont enregistré les plus fortes baisses. L'Île-du-Prince-Édouard (+0,7), le Manitoba (+0,7) et Terre-Neuve-et-Labrador (+0,4) ont enregistré les plus fortes hausses d'une année à l'autre.

Les services personnels et la construction affichent les taux de postes vacants les plus élevés

Sur une base annuelle, les plus fortes baisses des taux de postes vacants sont observées dans les secteurs des ressources naturelles (-0,7), de l'agriculture (-0,6) et des arts, loisirs et information (-0,3). La fabrication (+0,3), le commerce de gros (+0,3), l'hébergement et la restauration (+0,3) et le commerce de détail (+0,1) sont les seuls secteurs ayant enregistré une hausse.

Les plus petites entreprises continuent d'afficher les plus fortes baisses

Sur une base annuelle, les entreprises comptant moins de 20 employés ont enregistré les plus fortes baisses des taux de postes vacants. Toutefois, leurs taux demeurent nettement plus élevés que ceux des entreprises de plus de 100 employés (figure 3 et tableau 2).

Sources

- (1) FCEI, sondage Les perspectives de votre entreprise, de janvier 2004 à septembre 2025. Données désaisonnalisées.
- (2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.
- (3) Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage

Figure 1 – Taux de postes vacants, Canada^{1,2}



Figure 2 - Taux de postes vacants par secteur, Canada¹

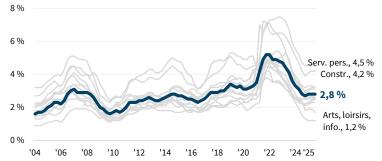


Figure 3 – Postes vacants (en milliers)¹

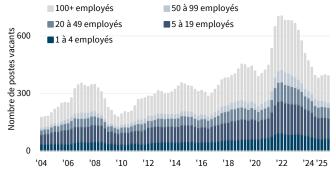


Tableau 2 – Postes vacants dans le secteur privé, T3 2025

	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois ³	Variation sur 12 mois³	Postes vacants (n)
Canada	2,8	0,0	0,0	391 100
Île-du-Prince-Édouard	3,9	0,0	0,7	2 000
Manitoba	3,4	0,2	0,7	15 700
Saskatchewan	3,3	0,1	-0,1	11 800
Nouvelle-Écosse	3,1	0,0	0,2	10 000
Québec	3,0	-0,1	-0,2	92 700
Alberta	3,0	0,0	0,1	51 400
Nouveau-Brunswick	2,9	0,0	-0,3	7 300
Colombie-Britannique	2,9	0,0	-0,2	55 900
Terre-Neuve-et-Labrador	2,7	0,1	0,4	4 100
Ontario	2,6	0,1	0,2	140 200
Services personnels	4,5	-0,1	-0,2	27 000
Construction	4,2	0,0	0,0	52 100
Services professionnels	3,2	-0,1	-0,1	40 700
Hébergement et restauration	3,2	0,0	0,3	42 100
Santé et éducation	3,1	0,0	0,0	39 100
Agriculture	2,6	-0,1	-0,6	4 100
Gestion d'entreprises	2,6	-0,1	-0,2	24 800
Fabrication	2,5	0,1	0,3	39 100
Commerce de gros	2,5	0,1	0,3	21 000
Transports	2,5	-0,1	-0,2	17 700
Finance, assurance et immob	ilier 2,5	0,0	0,0	27 400
Commerce de détail	2,3	0,0	0,1	45 900
Ressources naturelles	1,7	-0,2	-0,7	3 800
Arts, loisirs et information	1,2	0,0	-0,3	6 200
1 à 4 employés	5,8	0,1	-0,8	63 100
5 à 19 employés	4,7	0,0	-0,6	107 500
20 à 49 employés	3,2	0,0	-0,3	55 400
50 à 99 employés	1,9	-0,2	-0,4	25 400
100+ employés	1,9	0,2	0,0	139 800

Le point : la vague « Achetez canadien » déferle



La faible demande, les marges bénéficiaires minces et la hausse des coûts pèsent sur les PME

Les PME font tourner l'économie locale. Chaque dollar dépensé dans une PME permet de garder 0,66 \$ dans l'économie locale, comparativement à 0,11 \$ s'il est dépensé dans une multinationale¹. De plus, elles soutiennent l'emploi, les fournisseurs et les commerces des rues principales.

Cependant, elles font face à des défis croissants, alors que l'incertitude tarifaire freine la demande tant au pays qu'à l'étranger. Au T3 2025, 54 % des PME ont signalé une faible demande, alors que la moyenne s'établit à 38 % entre 2015 et 2025 (figure 4). Les profits sont également affectés : 53 % des PME ont déclaré des résultats inférieurs à la normale², et 63 % ont signalé les coûts élevés des intrants, du loyer ou du financement³. Résultat : les marges se resserrent et des décisions difficiles s'imposent : report des embauches, réduction des heures, augmentation des prix ou report des investissements.

Alors que les tarifs et l'incertitude freinent l'activité économique, il faut renforcer et étendre le mouvement « Achetez canadien/local » pour aider les PME à traverser cette période difficile.

Figure 4 – Les pressions sur les profits s'intensifient tandis que la demande reste faible²

Part des PME signalant des bénéfices inférieurs à la normale

T3 2025

54 %

Part des PME signalant une faible demande

T3 2025

53 %

Sources

- (1) FCEI, <u>Petite entreprise</u>, <u>grandes retombées</u>: <u>la contribution des petits détaillants à l'économie locale</u>.
- (2) FCEI, Sondage Les perspectives de votre entreprise, de janvier 2024 à octobre 2025.
- (3) FCEI, Sondage sur les impacts de la guerre commerciale Canada-États-Unis, du 11 août au 2 septembre 2025.
- (4) FCEI, Sondage Votre Voix, du 6 mai au 2 juin 2025.

I Hausse de l'achat local

Dans la foulée des tensions tarifaires, 43 % des PME ont lancé des campagnes d'achat local. Parmi celles-ci, près des deux tiers ont signalé une hausse des ventes de produits canadiens/locaux au détriment des produits américains. Cependant, seulement 15 % ont vu leurs revenus augmenter et à peine 9 % ont vu leurs bénéfices augmenter (figure 5), ce qui indique une substitution de produits plutôt qu'une hausse de la demande ainsi que des pressions persistantes sur les coûts. La croissance de la demande (mesurée selon les ventes et l'achalandage) s'est révélée la plus forte en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Les PME des secteurs de l'agriculture et du commerce de détail ont également noté des hausses considérables. À l'inverse, les PME du secteur de la fabrication ont tiré peu d'avantages. Dans l'ensemble des provinces et des secteurs, la hausse des bénéfices demeure au mieux modeste (tableau 3).

L'amélioration limitée de la rentabilité malgré la hausse des ventes est attribuable à 2 facteurs : les clients remplacent leurs produits par des produits canadiens au lieu d'augmenter leurs dépenses globales, et les coûts élevés des intrants et du financement grugent les marges. Surfer sur la vague de l'achat local tout en allégeant les pressions sur les coûts aiderait à transformer la hausse des ventes en une véritable augmentation de la demande et de la rentabilité.

Figure 5 – Hausse des ventes de produits canadiens, sans gain de rentabilité⁴

Depuis le début de la guerre commerciale, avez-vous observé des changements dans les domaines suivants?

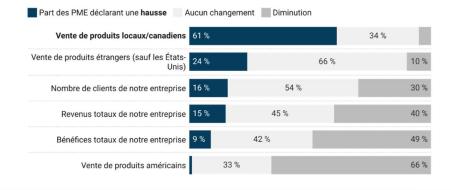


Tableau 3 - Hausse après la campagne d'achat local (% des PME)

	% signalant une hausse des ventes de produits locaux/canadiens	% signalant une hausse des clients	% signalant une hausse des bénéfices totaux
Canada	61	16	9
Île-du-Prince-Édouard*	78	33	11
Nouvelle-Écosse	72	38	13
Québec	64	14	6
Ontario	62	13	7
Terre-Neuve-et-Labrador*	62	8	0
Alberta	59	12	7
Saskatchewan*	58	25	12
Nouveau-Brunswick*	58	5	8
Colombie-Britannique	57	19	13
Manitoba	52	23	20
Assurance, immo., et finance	* 90	30	10
Gestion d'entreprises	86	6	8
Agriculture	69	21	23
Services personnels	68	11	7
Construction	63	10	5
Hébergement et restauration	62	18	10
Commerce de détail	62	20	10
Services sociaux	60	13	15
Commerce de gros	59	17	7
Services professionnels	56	13	9
Transport et entreposage*	50	22	18
Fabrication	48	10	8
Arts, loisirs et information*	25	8	8
Ressources naturelles*	20	25	0
0 à 4 employés	63	16	9
5 à 19 employés	60	16	10
20 à 49 employés	54	14	10
50+ employés	70	21	6

Remarque: * Faible nombre de réponses

Profil sectoriel : écarts entre entreprises de biens et de services



Portrait

Notre analyse porte sur les PME, réparties en 2 catégories auto-identifiées : celles qui produisent des biens et celles qui fournissent des services. Les entreprises qui combinent les 2 ont été exclues afin de présenter un portrait plus clair, leurs indicateurs se situant généralement entre les 2 extrêmes.

Statistique Canada mène des analyses semblables, mais elles portent sur les secteurs plutôt que les entreprises.

Environ 70 % des entreprises productrices de biens font partie des secteurs du commerce de détail, de la fabrication et du commerce de gros. Environ les deux tiers des entreprises de services sont dans les secteurs suivants : services professionnels et aux entreprises, services personnels, construction, santé et éducation, transports et hébergement et restauration. Les entreprises qui combinent les 2 sont réparties dans tous les secteurs, mais surtout dans le commerce de détail, la construction et la fabrication.

La composition des 2 catégories varie légèrement selon la taille et l'âge de l'entreprise. Toutefois, on compte un peu plus de microentreprises (0 à 4 employés) et de jeunes entreprises chez les fournisseurs de services, et une part légèrement plus élevée d'entreprises de taille moyenne (20 employés et plus) chez les producteurs de biens.

Source

(1) FCEI, Sondage Les perspectives de votre entreprise, juillet 2024-septembre 2025, http://www.fcei.ca/barometre.

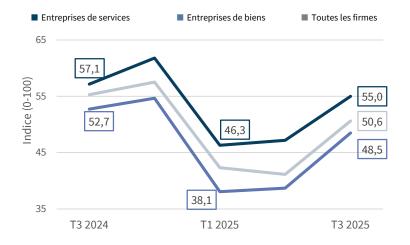
■ Situation actuelle

L'indice de confiance à long terme des PME offrant majoritairement des services est supérieur à la moyenne de l'ensemble des secteurs, tandis que celui des PME offrant majoritairement des biens est légèrement inférieur à cette moyenne. L'écart entre les 2 groupes a commencé à se creuser au début de la guerre commerciale au T1 2025 (figure 8).

Bien que l'indice de confiance de toutes les entreprises ait diminué considérablement au T1 2025, les entreprises produisant des biens affichent le recul le plus marqué (-14 points). Quant aux entreprises de services, elles ont regagné plus rapidement une partie de la confiance perdue, de sorte que leur niveau actuel se rapproche de celui du T3 2024.

Figure 6 – La confiance des entreprises productrices de biens et des entreprises de services a chuté depuis le T1 2025. Toutefois, les entreprises offrant principalement des services ont retrouvé plus rapidement leur niveau de confiance, qui est maintenant supérieur à la moyenne de toutes les firmes

L'indice de confiance des PME sur 12 mois



Défis

Les coûts fiscaux et réglementaires exercent la principale pression sur les coûts de l'ensemble des entreprises, mais celles offrant principalement des services sont plus affectées par les coûts d'assurance et les coûts salariaux que celles produisant des biens. Ces dernières sont plus préoccupées par les coûts des intrants et d'électricité (tableaux 5 et 6). La demande insuffisante et les contraintes liées à la distribution affectent les entreprises productrices de biens de façon plus marquée, tandis que les pénuries de main-d'œuvre qualifiée sont le principal facteur limitant la croissance des entreprises de services.

Tabl. 4 - Pressions sur les coûts par type d'entreprise, biens ou services

T3 2025 (% de réponses)	Toutes les firmes	Services	Biens
Coûts fiscaux et réglementaires	s 65	63	67
Coûts d'assurance	65	67	60
Charges salariales	63	67	60
Coûts d'occupation	49	47	50
Coûts des intrants	43	25	53
Coûts de l'électricité	39	31	44
Coûts des carburants	37	35	34
Coûts du matériel et de la tech	nologie 35	40	32
Coûts d'emprunt	32	31	32
Autres coûts de l'énergie	16	12	15

Tabl. 5 - Facteurs limitant la croissance par type d'entreprise

T3 2025 (% de réponses	Toutes les firme	s Services	Biens
Demande insuffisante	53	43	61
Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	42	49	30
Manque de fonds de roulement	26	25	23
Contraintes d'espace physique	23	22	25
Contraintes de distribution	19	9	26
Pénurie de main-d'œuvre non qualifie	ée 18	17	19
Manque d'intrants	10	5	13

Méthodologie

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel *Les perspectives de votre entreprise* analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le troisième jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Votre voix est un sondage omnibus mensuel de la FCEI qui porte sur un large éventail de sujets d'actualité. Les résultats, basés chaque fois sur plusieurs milliers de réponses, sont présentés dans quelques graphiques clés mensuels à l'adresse fcei.ca/recherche.

Le Sondage spécial sur les impacts de la guerre commerciale Canada-États-Unis est un sondage de la FCEI qui examine l'impact de la guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada sur les petites entreprises. Le sondage a été réalisé à plusieurs reprises, recevant à chaque fois plusieurs milliers de réponses. Les résultats sont présentés à travers une série de graphiques clés disponibles sur fcei.ca/recherche/tarifs.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage Les perspectives de votre entreprise. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 100 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives.

FCEI Économie

Simon Gaudreault Économiste en chef et vice-président, recherche	Andreea Bourgeois Directrice, économie	Laure-Anna Bomal Économiste	Alchad Alegbeh Analyste de la recherche
fcei.ca/recherche	recherche@fcei.ca	X	@CFIB_FCEI_Stats

À propos d'AppEco



AppEco est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis Président et économiste	•	Julien Mc Donald-Guimond Vice-président et économiste	, ,
A	.		_





info@appeco.ca



AppEco